

# Un an après l'élection de Sarkozy...

## La politique de la droite c'est :

### - de pouvoir d'achat pour les Français

prix : +3,2%  
gaz : +9,5%  
carburants : +19,5%  
franchises médicales : 0,50€ par boîte de médicaments soient 40 à 50€ par an  
(moyennes sur une année)

EN PROJET :

allocations familiales : - 600€ par enfant  
surloyer : diminution de 10% des plafonds  
frais d'optique : déremboursement total

Les richesses produites en France permettent d'augmenter les revenus de tous. Il faut pour cela instaurer une nouvelle répartition des richesses : un peu moins dans la poche des actionnaires, un peu plus pour les salaires et les retraites. Ce serait bon pour chacun. Ce serait aussi utile pour relancer la consommation, la croissance et donc notre économie, aujourd'hui en berne.

### Pour le pouvoir d'achat, le PCF propose

- de baisser la TVA sur les produits de 1ère nécessité et d'instaurer le double étiquetage prix de vente aux consommateurs / prix d'achat au producteur
- de d'utiliser les bénéfices de GDF pour baisser les tarifs du gaz
- de baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers
- de d'augmenter les recettes de la sécurité sociale en stoppant les exonérations de cotisations
- de des entreprises ( 26 milliards d'euros), en taxant les stock-options (3 milliards) et les revenus financiers au même taux que les salaires (10 milliards) pour contribuer au financement des retraites et assurer le remboursement à 100% des soins
- de bloquer les prix des loyers sociaux du public et du privé
- de convoquer syndicats, employeurs et représentants de l'Etat pour une vraie négociation sur les salaires dans le privé et dans le public
- de revaloriser le SMIC à 1500 €, les pensions et retraites, relever les indemnités de chômage...

### + de profits pour les actionnaires

▲ 4,2 milliards d'€ pour Danone  
▲ 5,6 milliards d'€ pour GDF  
▲ 12 milliards d'€ pour Total  
▲ 7,1 milliards d'€ pour Sanofi Aventis

▲ 25% en moyenne : c'est l'augmentation des dividendes touchés par les actionnaires du CAC 40  
(chiffres 2007)

### Pour le pouvoir d'achat, le PCF propose

- de baisser la TVA sur les produits de 1ère nécessité et d'instaurer le double étiquetage prix de vente aux consommateurs / prix d'achat au producteur
- de d'utiliser les bénéfices de GDF pour baisser les tarifs du gaz
- de baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers
- de d'augmenter les recettes de la sécurité sociale en stoppant les exonérations de cotisations
- de des entreprises ( 26 milliards d'euros), en taxant les stock-options (3 milliards) et les revenus financiers au même taux que les salaires (10 milliards) pour contribuer au financement des retraites et assurer le remboursement à 100% des soins
- de bloquer les prix des loyers sociaux du public et du privé
- de convoquer syndicats, employeurs et représentants de l'Etat pour une vraie négociation sur les salaires dans le privé et dans le public
- de revaloriser le SMIC à 1500 €, les pensions et retraites, relever les indemnités de chômage...

### - de services publics et de solidarité

- ▼ 11200 postes dans l'éducation nationale à la prochaine rentrée
- ▼ 57 classes pour 312 élèves de moins dans notre département
- ▼ 7 milliards pour le logement, l'emploi, la formation
- ▼ 5 milliards pour le budget de la sécurité sociale

Le gouvernement creuse les déficits publics en multipliant les cadeaux aux plus fortunés, ... et prétexte que les caisses sont vides pour réduire les services à la population. Sa volonté ? Ouvrir les secteurs de la santé, des retraites, de l'éducation, des transports ou du logement au privé, qui y voit d'énormes profits à réaliser.

### Pour les services publics, la solidarité et l'égalité, le PCF propose

- une grande réforme de la fiscalité orientée vers la justice et l'efficacité
- avec une refonte du barème de l'impôt sur le revenu pour en finir avec les allègements dont bénéficient les plus riches
  - le doublement de l'impôt sur la fortune,
  - la modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'utilisation des bénéfices en faveur ou non de l'emploi et des salaires
  - l'instauration d'une taxation sur les transactions financières.

### - de sécurité pour les salariés

- des périodes d'essai à rallonge, de 3 à 8 mois, rappelant le CPE ou le CNE,
- un nouveau mode de «rupture à l'amiable» du contrat de travail,
- un nouveau CDD, le 38<sup>ème</sup> d'une longue liste,
- l'obligation pour les chômeurs de plus de 57 ans de rechercher activement un emploi faute de quoi leurs indemnités seraient supprimées,
- l'obligation pour les privés d'emploi d'accepter tout emploi à moins de 2 heures de transport rémunéré 70% du salaire antérieur
- 41 ans de cotisation pour prétendre à la retraite à taux plein

Le gouvernement de droite fanfaronne sur la prétendue baisse du chômage. En réalité, des milliers d'emplois sont détruits, notamment dans l'industrie. La Seine-Maritime et ses secteurs de l'automobile, de la chimie, du papier-carton ou de la verrerie sont particulièrement touchés. La précarité s'étend. Pour la droite et le MEDEF, l'emploi - comme le reste - est un « marché » où 5 à 6% de chômeurs, en permanence, doivent permettre de faire pression sur les salariés, avec des contrats de travail pouvant être rompus à tout instant et des indemnités minimum pour les privés d'emploi.

### + de cadeaux aux plus riches

- ▲ 50 000 € en moyenne : c'est ce que touchent 2398 riches contribuables grâce au « bouclier fiscal »
- ▲ 4,2 milliards : c'est le remboursement d'impôts aux grandes entreprises imposé par Bruxelles
- ▲ 7 milliards : ce sont les baisses d'impôts accordées aux plus fortunés avec le « paquet fiscal »
- ▲ 5 milliards : c'est ce qui a été dissipé dans «l'affaire» de la Société Générale.

### + de liberté pour les patrons

- plus de facilités pour licencier,
- 80 000 salariés en CDI licenciés chaque année,
- une plus grande pression sur les salariés, leurs conditions de travail et leurs droits,
- des «parachutes dorés»
- les patrons français sont les mieux payés des patrons européens

### Pour développer et sécuriser l'emploi, le PCF propose

- de plafonner à 5% des effectifs des entreprises le recours à l'intérim et au CDD,
- de développer la formation et la qualification en doublant les moyens consacrés à la formation professionnelle continue
- de moduler les taux de crédits afin de favoriser les entreprises qui investissent et créent des emplois, et de pénaliser celles qui jouent contre l'emploi.
- de mobiliser les richesses créées dans notre pays pour financer la retraite à 60 ans et en organisant le remplacement des départ en retraite
- de créer une "sécurité de l'emploi ou de la formation" sécurisant la carrière et l'évolution professionnelle de tous les salariés